



DOLLARAMA INC.

RAPPORT DE GESTION

Premier trimestre clos le 4 mai 2014

Le 12 juin 2014

Le présent rapport de gestion, daté du 12 juin 2014, vise à aider le lecteur à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur une analyse par la direction des résultats financiers de la Société pour le premier trimestre clos le 4 mai 2014. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 4 mai 2014 et ses états financiers consolidés audités annuels et les notes annexes pour l'exercice 2014 (tel qu'il est défini ci-après).

Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 4 mai 2014 ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») établis à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

La Société est gérée sur la base d'un seul secteur isolable, et sa monnaie de fonctionnement et de présentation est le dollar canadien.

Périodes comptables

Dans le présent rapport, « exercice 2013 » désigne l'exercice de la Société clos le 3 février 2013, « exercice 2014 » désigne l'exercice de la Société clos le 2 février 2014 et « exercice 2015 » désigne l'exercice de la Société qui se terminera le 1^{er} février 2015.

L'exercice de la Société se termine le dimanche le plus proche du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines. Cependant, comme il est d'usage dans le secteur de la vente au détail, une semaine est ajoutée à l'exercice tous les cinq ou six ans. L'exercice 2013 compte 53 semaines (le quatrième trimestre comporte une 14^e semaine) et les exercices 2014 et 2015, 52 semaines chacun.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés prospectifs du présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre volume d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou tout autre événement ou fait nouveau à venir. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur :

- l'effet potentiel d'accroissement de la valeur de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités;
- les hausses générales des frais d'administration et des frais d'occupation;
- la situation de trésorerie de la Société;
- les attentes relatives à une marge brute durable.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à notre disposition ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et le cadre concurrentiel du secteur de la vente au détail au Canada et que nous avons formulées à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, la conjoncture actuelle et l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs que nous jugeons pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que nos résultats, notre volume d'activité, nos réalisations ou notre rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment, sans s'y limiter, les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société et dans sa notice annuelle pour l'exercice 2014 : augmentations futures des charges d'exploitation et du coût des marchandises, incapacité de maintenir une gamme de produits et de nous réapprovisionner en marchandises, augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées, perturbation dans le réseau de distribution, freintes de stocks, incapacité de renouveler les baux de nos magasins, de nos entrepôts, de notre centre de distribution et de notre siège social à des conditions favorables, incapacité d'obtenir en temps opportun de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution, caractère saisonnier, incapacité de maintenir notre image de marque et notre réputation, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, fluctuations du taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, risque relatif à notre dette à taux d'intérêt variable, concurrence dans le secteur de la vente au détail, conjoncture générale de l'économie, incapacité d'attirer et de conserver des employés de qualité, départ de hauts dirigeants, interruptions des systèmes de technologie de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, catastrophes naturelles et perturbations géopolitiques, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, litiges, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, et conformité sur les plans réglementaire et environnemental.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur nous; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; le lecteur ne devrait pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire nos attentes en date du 12 juin 2014, et nous n'avons pas l'intention et déclinons toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si nous y sommes tenus en vertu de la loi. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Mesures conformes aux PCGR et mesures hors PCGR

Le présent rapport de gestion, ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le premier trimestre de l'exercice 2015 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR utilisées par la Société sont les suivantes :

BAIIA	Représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements.
Marge du BAIIA	Représente le BAIIA divisé par les ventes.
Total de la dette	Représente la somme de la dette à long terme (y compris les intérêts à payer au titre de la partie courante) et d'autres dettes bancaires.
Dette nette	Représente le total de la dette, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les mesures hors PCGR susmentionnées n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter à des comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe selon les PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR. La direction a recours aux mesures hors PCGR pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels, pour évaluer notre capacité à prendre en charge le service futur de notre dette, nos dépenses d'investissement et nos besoins en fonds de roulement, et pour évaluer la performance de la haute direction. Se reporter à la rubrique « Principales informations financières consolidées trimestrielles » du présent rapport de gestion pour consulter un rapprochement des mesures hors PCGR utilisées et présentées par la Société avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.

Les mesures hors PCGR, notamment le BAIIA et la marge du BAIIA, fournissent aux investisseurs une mesure supplémentaire de notre performance opérationnelle et mettent ainsi en évidence les tendances dans nos activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. La direction a également recours au total de la dette et à la dette nette pour calculer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins de liquidités futurs et les ratios d'endettement de la Société. Nous pensons que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées s'appuient fréquemment sur des mesures hors PCGR pour évaluer les émetteurs.

Faits nouveaux

Placement de billets non garantis de premier rang à taux variable

Le 16 mai 2014, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux variable échéant le 16 mai 2017 (les « billets à taux variable ») dans le cadre d'un placement privé conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux variable ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 150,0 M\$ et portent intérêt à un taux équivalent au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 54 points (ou 0,54 %), devant être établi trimestriellement le 16^e jour de mai, août, novembre et février de chaque année. Se reporter à la rubrique intitulée « Situation de trésorerie et sources de financement – Billets non garantis de premier rang » pour de plus amples détails.

Facilité de crédit

Le 16 mai 2014, la Société a annulé une tranche de 100 M\$ du montant global de 350 M\$ disponible aux termes de la facilité de crédit renouvelable non garantie échéant le 14 décembre 2018 (la « facilité de crédit »), laquelle tranche n'était pas prélevée par la Société à cette date, afin de réduire la commission d'attente à payer sur la tranche inutilisée.

Renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 12 juin 2014, la Société a annoncé que son conseil d'administration a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et que la Société a obtenu l'approbation de la Bourse de Toronto (« TSX ») afin de racheter, aux fins d'annulation, au plus 2 341 929 actions ordinaires, soit 3,5 % des 66 912 276 actions ordinaires de la Société émises et en circulation à la fermeture des marchés le 11 juin 2014 (l'« offre de rachat de 2014-2015 »). Se reporter à la rubrique intitulée « Offre publique de rachat dans le cours normal des activités » pour plus d'information à ce sujet.

Aperçu

Nos activités

La Société, qui comptait 899 magasins Dollarama au 4 mai 2014, est le plus important exploitant de magasins à un dollar du Canada, et le nombre de magasins de notre réseau est presque cinq fois supérieur à celui de notre plus proche concurrent au Canada. Nous sommes le seul exploitant de magasins à un dollar dont la présence est significative à l'échelle du pays, et nous poursuivons notre expansion partout au Canada. Nos magasins ont une superficie moyenne d'environ 9 934 pieds carrés, et ils proposent un éventail choisi de marchandises à prix attrayants, notamment des articles de marque maison et de marques nationales. Nous proposons une vaste gamme de biens de consommation et de marchandises générales d'usage courant de bonne qualité, de même que des produits saisonniers. Nos produits de qualité sont vendus soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 3,00 \$. Tous les magasins appartiennent à la Société et sont exploités par celle-ci, ce qui nous permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Pratiquement tous les magasins sont situés dans des endroits achalandés comme des galeries marchandes et des centres commerciaux, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes.

Notre stratégie consiste à faire progresser les ventes, le résultat net et les flux de trésorerie en utilisant notre position de premier exploitant de magasins à un dollar au Canada et à offrir un grand éventail d'articles attrayants d'usage courant à une large clientèle. Nous visons à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de nos activités.

Faits saillants du premier trimestre de l'exercice 2015

Comparativement au premier trimestre de l'exercice 2014 :

- les ventes ont augmenté de 11,8 % pour s'établir à 501,1 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹ ont augmenté de 3,3 %;
- la marge brute s'est établie à 35,4 % des ventes¹, comparativement à 35,9 % des ventes;
- le BAIIA¹ s'est accru de 13,0 % pour s'établir à 86,2 M\$, soit 17,2 % des ventes, comparativement à 17,0 % des ventes;
- le changement d'estimation comptable de la durée d'utilité du matériel des magasins et des entrepôts ainsi que des améliorations locatives a réduit d'environ 4,0 M\$ la dotation aux amortissements pour la période de présentation de l'information financière (ce qui a eu une incidence positive de 0,04 \$ sur le résultat net dilué par action);
- le résultat d'exploitation a augmenté de 19,0 % et s'est chiffré à 77,4 M\$, soit 15,4 % des ventes, comparativement à 14,5 % des ventes;
- le résultat net dilué par action a augmenté de 25,8 %, passant de 0,62 \$ à 0,78 \$.

En outre, la Société a ouvert un nombre net de 25 nouveaux magasins durant le premier trimestre de l'exercice 2015, contre un nombre net de 21 nouveaux magasins durant la période correspondante de l'exercice précédent.

La Société a continué de racheter des actions en vertu de son offre de rachat de 2013-2014 (définie ci-après). Le nombre total d'actions ordinaires rachetées au premier trimestre de l'exercice 2015 totalise 1 790 230 actions ordinaires, à un prix moyen pondéré de 85,91 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 153,8 M\$. Le nombre total d'actions ordinaires rachetées depuis le 17 juin 2013, date de lancement de l'offre de rachat de 2013-2014, s'élève à 5 510 648 actions ordinaires, à un prix moyen pondéré de 81,12 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 447,0 M\$. La direction s'attend à ce que, avec le temps, le rachat d'actions aux termes de l'offre de rachat de 2013-2014 favorise l'accroissement de la valeur pour les actionnaires.

Éléments ayant une incidence sur notre résultat d'exploitation

Ventes

Nous constatons nos ventes au moment où le client paie la marchandise et en prend possession. Toutes les ventes sont fermes. Nos ventes se composent des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis.

Les principaux moteurs des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, nous mettons l'accent sur une offre de marchandises diversifiées de bonne qualité à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès.

Par le passé, nous avons enregistré les ventes les plus importantes au quatrième trimestre, pendant la période des Fêtes. Nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Se reporter à la rubrique du rapport de gestion annuel daté du 9 avril 2014 intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse complète des risques associés au caractère saisonnier des ventes.

¹ Le lecteur est prié de se reporter aux notes de la rubrique « Principales informations financières consolidées trimestrielles » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks de marchandises et les frais de transport (variables et proportionnels aux volumes de nos ventes), les frais d'occupation des magasins et les charges d'exploitation des entrepôts et du centre de distribution. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats au moment où elles sont accordées. Ces ristournes sont comptabilisées en réduction du coût des marchandises achetées, ce qui a pour effet de réduire le coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer rapidement avec la hausse des coûts. Nous arrivons habituellement à réduire le coût des produits vendus en nous approvisionnant davantage auprès de fournisseurs étrangers à bas prix. Pour l'exercice 2014, nos achats effectués directement auprès de fournisseurs étrangers représentaient 51 % de nos achats (52 % pour l'exercice 2013). Bien que nous continuions de nous approvisionner majoritairement en Chine, nous achetons aussi des produits provenant de pas moins de 25 pays, la vaste majorité des produits qui ne proviennent pas de la Chine étant achetés auprès de fournisseurs nord-américains.

Comme la Société achète des marchandises libellées en devises autres que le dollar canadien, le coût des produits vendus fluctue en fonction du cours de certaines devises par rapport au dollar canadien. Plus particulièrement, la majeure partie de nos produits importés proviennent de la Chine et sont payés en dollars américains. Par conséquent, le coût des produits vendus est sensible aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et à celles du dollar américain par rapport au dollar canadien. Bien que nous concluions des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain, nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport constituent également une composante importante du coût des produits vendus. Lorsque le prix du carburant augmente, les frais de livraison et de transport augmentent aussi parce que les transporteurs répercutent généralement cette augmentation sur les tarifs imposés aux usagers. Étant donné la grande volatilité du prix du carburant, il est difficile de prévoir les suppléments de carburant que nous pourrions nous voir imposer par nos transporteurs comparativement aux exercices précédents.

Les frais d'occupation se composent principalement des charges locatives de nos 899 magasins, lesquelles ont généralement augmenté au Canada au fil des ans. Même si nous continuons de ressentir la pression à la hausse sur les loyers dans certains marchés où la demande d'emplacements de choix est forte ou les taux d'occupation sont bas, la Société estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles. Habituellement, les baux sont signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes de cinq ans.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute stable dans une fourchette de 36 % à 37 % sur une base annuelle qui, à notre avis, nous permet d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation de la valeur pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients.

Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins

Les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins (les « frais généraux ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels aux volumes de nos ventes, ainsi que des coûts de l'entretien des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen de nos employés des magasins soit plus élevé que le salaire minimum réglementaire, une augmentation de ce dernier pourrait avoir une incidence importante sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par un gain de productivité et une réduction de coûts. Nous prévoyons que les frais d'administration augmenteront à mesure que nous étendrons notre infrastructure pour répondre aux besoins créés par la croissance de la Société.

Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société

Nous exerçons nos activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. Nous livrons concurrence à d'autres magasins à un dollar, aux magasins à prix modiques et à escompte, aux dépanneurs et aux grandes surfaces au Canada. Ces détaillants exploitent des magasins dans de nombreux emplacements où nous sommes aussi présents, et bon nombre d'entre eux consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. En outre, nous livrons concurrence à certaines autres entreprises pour les meilleurs emplacements où installer nos magasins et pour attirer et conserver un personnel de qualité. Nous prévoyons que certains facteurs, dont ceux décrits ci-après, mais sans s'y limiter, continueront d'exercer une pression sur l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités : le coût des marchandises, l'instabilité économique à l'échelle mondiale, le niveau d'endettement des consommateurs et leurs tendances d'achat, la conjoncture économique, les taux d'intérêt, les variations des taux de change, le prix du carburant, les coûts des services publics, les conditions météorologiques, la volatilité du marché, les préférences des consommateurs, le taux de chômage, le coût de la main-d'œuvre, l'inflation, les catastrophes, la concurrence et le coût de l'assurance. Un des facteurs qui influe à la fois sur le consommateur et sur l'entreprise est le cours du pétrole. Une hausse du cours du pétrole pourrait entraîner une réduction des dépenses de consommation et une augmentation des coûts de transport pour l'entreprise.

Principales informations financières consolidées trimestrielles

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées. Les principales informations financières consolidées trimestrielles au 4 mai 2014 et au 5 mai 2013 ont été tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes.

(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)

Données sur le résultat

	Périodes de 13 semaines closes les	
	4 mai 2014	5 mai 2013
	\$	\$
Ventes	501 141	448 120
Coût des produits vendus	323 646	287 446
Profit brut	177 495	160 674
Frais généraux	91 295	84 406
Dotation aux amortissements	8 785	11 229
Résultat d'exploitation	77 415	65 039
Coûts de financement nets	4 485	2 313
Résultat avant impôt	72 930	62 726
Charge d'impôt sur le résultat	19 706	17 081
Résultat net	53 224	45 645
Résultat net de base par action ordinaire	0,78 \$	0,62 \$
Résultat net dilué par action ordinaire	0,78 \$	0,62 \$

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période :

De base	68 360	73 102
Dilué	68 612	73 274
Autres données		
Croissance des ventes d'un exercice à l'autre	11,8 %	12,6 %
Croissance des ventes des magasins comparables ¹⁾	3,3 %	3,7 %
Marge brute ²⁾	35,4 %	35,9 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ²⁾	18,2 %	18,8 %
BAIIA ³⁾	86 200	76 268
Marge d'exploitation ²⁾	15,4 %	14,5 %
Dépenses d'investissement	19 321	20 050
Nombre de magasins ⁴⁾	899	806
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ⁴⁾	9 934	9 939
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,16 \$	0,14 \$

	Aux	
	4 mai 2014	2 février 2014
	\$	\$
Données tirées de l'état de la situation financière		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 390	71 470
Stocks de marchandises	361 630	364 680
Immobilisations corporelles	260 123	250 612
Total de l'actif	1 548 776	1 566 780
Total des passifs non courants	678 390	537 793
Total de la dette	546 102	403 017
Dette nette	508 712	331 547

(en milliers de dollars)

Périodes de 13 semaines closes les	
4 mai 2014	5 mai 2013
\$	\$

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat d'exploitation et du BAIIA :

Résultat d'exploitation	77 415	65 039
Ajouter la dotation aux amortissements	8 785	11 229
BAIIA	86 200	76 268
<i>Marge du BAIIA³⁾</i>	<i>17,2 %</i>	<i>17,0 %</i>

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :

BAIIA	86 200	76 268
Coûts de financement nets (avant amortissement des frais d'émission de titres de créance)	(1 169)	(2 185)
Excédent des encaissements sur le montant comptabilisé relativement aux instruments financiers dérivés	555	5 543
Impôt exigible	(18 605)	(16 284)
Incitatifs à la location différés	863	1 028
Allocations reçues du propriétaire différées	2 122	1 144
Comptabilisation des allocations reçues du propriétaire différées et des frais de location différés	(821)	(739)
Rémunération fondée sur des actions	1 317	548
Perte (profit) sur la sortie d'actifs	(72)	24
	70 390	65 347
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(52 033)	(52 603)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net	18 357	12 744

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :

(en milliers de dollars)

	Aux	
	4 mai 2014	2 février 2014
	\$	\$
Billets non garantis de premier rang portant intérêt au taux annuel fixe de 3,095 %, payable en versements semestriels égaux, venant à échéance le 5 novembre 2018 (y compris la partie courante)	400 000	400 000
Facilité de crédit renouvelable non garantie venant à échéance le 14 décembre 2018	140 000	-
Intérêt à payer au titre de la partie courante de la dette à long terme	6 102	3 017
Total de la dette	546 102	403 017

Le tableau suivant présente un rapprochement du total de la dette et de la dette nette :

Total de la dette	546 102	403 017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(37 390)	(71 470)
Dette nette	508 712	331 547

- 1) La croissance des ventes des magasins comparables constitue une mesure de l'augmentation ou de la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis.
- 2) La marge brute correspond au profit brut divisé par les ventes. Les frais généraux en pourcentage des ventes correspondent aux frais généraux divisés par les ventes. La marge d'exploitation correspond au résultat d'exploitation divisé par les ventes.
- 3) Le BAIIA, une mesure hors PCGR, représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements. La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les ventes.
- 4) À la fin de la période.

Résultat d'exploitation

Analyse des résultats du premier trimestre de l'exercice 2015

Suit un aperçu de notre performance financière pour le premier trimestre de l'exercice 2015 comparativement au premier trimestre de l'exercice 2014.

Ventes

Les ventes du premier trimestre de l'exercice 2015 ont augmenté de 11,8 % pour s'établir à 501,1 M\$ par rapport à 448,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par les facteurs suivants : i) l'augmentation, au cours des douze derniers mois, du nombre de magasins, qui est passé de 806 en date du 5 mai 2013 à 899 en date du 4 mai 2014; ii) le chiffre d'affaires élevé réalisé pour la période de Pâques, ainsi que iii) la croissance interne continue des ventes attribuable à la hausse de 3,3 % des ventes des magasins comparables au premier trimestre de l'exercice 2015, en sus de la hausse de 3,7 % des ventes des magasins comparables au premier trimestre de l'exercice 2014.

La hausse des ventes des magasins comparables pour le premier trimestre de l'exercice 2015 est attribuable à une augmentation de 3,7 % du montant moyen des transactions, contrebalancée en partie par une baisse de 0,4 % du nombre de transactions.

Pour ce trimestre, 62 % de nos ventes provenaient de produits vendus à plus de 1,00 \$, comparativement à 58 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux de pénétration des cartes de débit a aussi augmenté, 42 % des ventes ayant été réglées par cartes de débit contre 40 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 35,4 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2015, comparativement à 35,9 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Ce recul est principalement attribuable à ce qui suit : i) une légère diminution des marges sur les produits qui s'explique par le fait que la Société absorbe une partie des hausses de coûts afin de continuer d'offrir des marchandises à prix attrayant à sa clientèle et ii) une hausse des coûts des services publics des magasins en raison des températures froides de l'hiver et du printemps. Dans l'ensemble, la marge brute demeure conforme aux attentes de la direction, qui continue de s'efforcer de maintenir une offre de produits attrayante à sa clientèle dans un environnement de vente au détail de plus en plus concurrentiel.

Frais généraux

Les frais généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2015 se sont élevés à 91,3 M\$, une augmentation de 8,2 % par rapport à 84,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation du nombre total de magasins.

Les frais généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2015 ont représenté 18,2 % des ventes, une amélioration de 0,6 % comparativement à 18,8 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2014. La diminution des frais généraux en pourcentage des ventes découle essentiellement des améliorations de la productivité du personnel des magasins mises en œuvre au cours de l'année. Le 1^{er} juin 2014, la province d'Ontario a augmenté le salaire minimum de 7,3 %, ce qui, au cours de l'exercice 2015, posera des obstacles aux gains réalisés par nos initiatives de productivité.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a diminué de 2,4 M\$, passant de 11,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014 à 8,8 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Par suite de l'examen de ses améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts, le 3 février 2014, la Société a accru la durée d'utilité estimative de la quasi-totalité de ses améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts. L'incidence de ce changement a été une réduction d'environ 4,0 M\$ de la dotation aux amortissements pour la période de 13 semaines close le 4 mai 2014. La réduction de 4,0 M\$ comprend une réduction de 2,5 M\$ de la dotation à l'amortissement des améliorations locatives et une réduction de 1,5 M\$ de la dotation à l'amortissement du matériel des magasins et des entrepôts. Se reporter à la rubrique intitulée « Estimations comptables et jugements critiques » pour plus d'information sur ce changement d'estimation comptable.

Coûts de financement nets

Les coûts de financement nets ont augmenté de 2,2 M\$, passant de 2,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014 à 4,5 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015, par suite surtout de la hausse des emprunts au titre de la dette à long terme.

Charge d'impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 2,6 M\$ pour s'établir à 19,7 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015, par rapport à 17,1 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Cette hausse est attribuable à l'augmentation du résultat net. La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée repose sur la meilleure estimation que fait la direction du taux moyen pondéré d'imposition du résultat annuel attendu pour l'exercice complet. Le taux d'imposition prescrit par la loi était de 26,7 % pour les périodes de 13 semaines closes le 4 mai 2014 et le 5 mai 2013. Les taux d'imposition effectifs de la Société pour les périodes de 13 semaines closes le 4 mai 2014 et le 5 mai 2013 étaient respectivement de 27,0 % et de 27,2 %.

Résultat net

Le résultat net a augmenté pour atteindre 53,2 M\$, soit 0,78 \$ par action après dilution, au premier trimestre de l'exercice 2015, contre 45,6 M\$, soit 0,62 \$ par action après dilution, pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Cette amélioration du résultat net est essentiellement attribuable à l'augmentation de 11,8 % des ventes, à la diminution des frais généraux en pourcentage des ventes et à une baisse de la dotation aux amortissements attribuable à un changement de la durée d'utilité estimative des améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

(en milliers de dollars)	Exercice 2015		Exercice 2014				Exercice 2013		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4 ¹⁾	T3	T2	
Données sur le résultat	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ventes	501 141	582 285	522 949	511 322	448 120	561 879	457 993	440 979	
Coût des produits vendus	323 646	358 896	328 714	324 036	287 446	344 535	287 428	278 468	
Profit brut	177 495	223 389	194 235	187 286	160 674	217 344	170 565	162 511	
Frais généraux	91 295	92 706	94 459	91 611	84 406	98 233	87 021	80 919	
Dotation aux amortissements	8 785	13 108	12 271	11 290	11 229	10 806	9 961	9 512	
Résultat d'exploitation	77 415	117 575	87 505	84 385	65 039	108 305	73 583	72 080	
Coûts de financement nets	4 485	3 989	3 074	2 297	2 313	2 694	2 794	2 621	
Résultat avant impôt	72 930	113 586	84 431	82 088	62 726	105 611	70 789	69 459	
Charge d'impôt sur le résultat	19 706	30 601	22 736	22 319	17 081	28 481	19 308	19 668	
Résultat net	53 224	82 985	61 695	59 769	45 645	77 130	51 481	49 791	
Résultat net par action ordinaire									
De base	0,78 \$	1,18 \$	0,87 \$	0,82 \$	0,62 \$	1,05 \$	0,70 \$	0,67 \$	
Dilué	0,78 \$	1,17 \$	0,87 \$	0,82 \$	0,62 \$	1,04 \$	0,68 \$	0,66 \$	

- 1) Le quatrième trimestre de l'exercice 2013 comptait une 14^e semaine associée au calendrier de 53 semaines du secteur de la vente au détail, tandis que tous les autres trimestres comptaient 13 semaines.

Dans le passé, nous avons enregistré notre chiffre d'affaires le plus faible au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé au quatrième trimestre, plus précisément pendant la période des Fêtes, la plus grande proportion des ventes étant réalisées en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de jours fériés et de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. La survenance de conditions météorologiques inhabituellement défavorables qui perturbent nos activités commerciales ou opérationnelles pendant une période de pointe comme la période des Fêtes ou d'autres fêtes et jours fériés importants pourrait avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage de nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers.

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie

(en milliers de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les		Variation
	4 mai 2014	5 mai 2013	
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	18 357	12 744	5 613
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(19 187)	(19 982)	795
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(33 250)	(5 353)	(27 897)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net	(34 080)	(12 591)	(21 489)

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 18,4 M\$, comparativement à 12,7 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Cette progression est attribuable à l'augmentation du résultat net.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 19,2 M\$, comparativement à 20,0 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Les dépenses d'investissement demeurent axées sur les ouvertures de magasins ainsi que les nouveaux projets de technologie de l'information et d'automatisation.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 33,3 M\$, comparativement à 5,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014. L'augmentation de 27,9 M\$ des flux de trésorerie affectés aux activités de financement est principalement attribuable au rachat d'actions ordinaires aux termes de l'offre de rachat de 2013-2014 (définie ci-après), partiellement contrebalancée par l'augmentation des emprunts au titre de la dette à long terme.

Sources de financement

La Société tire de ses activités d'exploitation des flux de trésorerie suffisants pour financer sa stratégie de croissance prévue, assurer le service de sa dette et verser des dividendes aux actionnaires. Au 4 mai 2014, la Société disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie totalisant 37,4 M\$, ainsi que d'un montant disponible de 209,3 M\$ aux termes de la facilité de crédit. Ces fonds disponibles lui procurent une plus grande souplesse de financement pour combler des besoins imprévus en matière de liquidités, s'il en est.

Notre capacité à payer le capital et les intérêts sur notre dette ou à nous refinancer, ou encore à générer des fonds suffisants pour financer les dépenses d'investissement prévues, dépendra de notre performance future, laquelle, dans une certaine mesure, sera tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire et d'autres facteurs qui sont indépendants de notre volonté.

Compte tenu de la vigueur actuelle de notre résultat, nous jugeons que les flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation ainsi que les emprunts disponibles aux termes de la facilité de crédit nous permettront de combler nos besoins en liquidités futurs. Nos hypothèses concernant ces besoins pourraient se révéler inexactes, et les fonds auxquels les sources décrites aux présentes nous donnent accès pourraient ne pas être suffisants pour nous permettre d'assurer le service de notre dette et de régler toute charge imprévue.

Facilité de crédit

Le 25 octobre 2013, la Société a conclu une deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour (la « convention de crédit SAR ») relative à sa facilité de crédit renouvelable de 350,0 M\$ (la « facilité de crédit ») afin, notamment, de libérer toutes les sûretés consenties dans le cadre de la facilité de crédit, d'inclure une option permettant de demander des prorogations annuelles et d'en repousser la date d'échéance d'un an pour la porter au 14 décembre 2018. La Société peut emprunter en dollars canadiens ou en dollars américains.

Aux termes de la convention de crédit SAR, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations d'au plus 350,0 M\$ du montant disponible aux termes de la facilité de crédit.

Jusqu'au 3 décembre 2013, le taux d'intérêt était celui des acceptations bancaires ou le taux préférentiel (ou, dans le cas d'emprunts en dollars américains, le taux LIBOR ou le taux de base), majoré d'une marge se situant entre 0 % et 2,00 % par année déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Le 3 décembre 2013, la Société et les prêteurs ont conclu une convention de modification aux termes de laquelle la marge applicable, allant de 0 % à 2,50 % par année, est maintenant calculée d'après la notation attribuée à la Société par une agence de notation pour ses titres non garantis de premier rang. Si au moins deux agences de notation attribuent une notation à la Société, alors la marge doit être établie d'après la notation la plus élevée; toutefois, s'il existe un écart de deux niveaux ou plus entre ces notations, il faut appliquer la notation du niveau immédiatement supérieur à la notation la plus faible. Le fait que la Société n'ait pas de notation n'entraînera pas de cas de défaut, mais la marge la plus élevée s'appliquera jusqu'à ce qu'une notation soit obtenue.

La convention de crédit SAR oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement ajusté en fonction des contrats de location.

La facilité de crédit est garantie par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société, les « parties garantissant l'emprunt »). La convention de crédit SAR est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature des activités et effectuer certaines opérations avec des entreprises associées. La convention de crédit SAR limite également la capacité de la Société de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : accorder des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 4 mai 2014, l'encours aux termes de la facilité de crédit s'élevait à 140,0 M\$ (néant au 2 février 2014). Les lettres de crédit émises pour l'achat de stocks s'élevaient à 0,7 M\$ (0,7 M\$ au 2 février 2014). Au 4 mai 2014, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

Le 16 mai 2014, la Société a annulé une tranche de 100,0 M\$ du montant global de 350,0 M\$ disponible aux termes de la facilité de crédit, laquelle tranche n'était pas prélevée par la Société à cette date, afin de réduire la commission d'attente à payer sur la tranche inutilisée.

Billets non garantis de premier rang

Le 5 novembre 2013, la Société a émis les billets non garantis de premier rang échéant le 5 mai 2018 (les « billets à taux fixe ») d'un montant en capital total de 400,0 M\$, dans le cadre d'un placement privé au Canada, conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société a affecté le produit net de ce placement au remboursement de l'encours de sa facilité de crédit et d'autres dettes bancaires en cours à ce moment, ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. DBRS Limited a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux fixe.

Les billets à taux fixe portent intérêt au taux annuel de 3,095 % payable en versements semestriels égaux, à terme échu, le 5 mai et le 5 novembre de chaque année jusqu'à échéance. Le premier paiement d'intérêt a été versé le 5 mai 2014. Au 4 mai 2014, la valeur comptable des billets à taux fixe s'élevait à 406,1 M\$.

Le 16 mai 2014, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux variable échéant le 16 mai 2017 (les « billets à taux variable »), d'un montant en capital total de 150,0 M\$, dans le cadre d'un placement privé au Canada, conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société a affecté le produit net de ce placement au remboursement de l'encours de sa facilité de crédit ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. DBRS Limited a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux variable.

Les billets à taux variable portent intérêt à un taux équivalent au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 54 points (ou 0,54 %), devant être établi trimestriellement le 16^e jour de mai, août, novembre et février de chaque année. L'intérêt est payable trimestriellement en trésorerie, à terme échu, sur la durée de trois ans le 16^e jour de mai, août, novembre et février de chaque année, à compter du 16 août 2014.

Les billets à taux fixe et les billets à taux variable (collectivement, les « billets non garantis de premier rang ») sont des obligations non garanties directes de la Société et ils occupent un rang égal à toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées actuelles et futures de la Société.

Les billets non garantis de premier rang sont cautionnés solidairement, à titre de dette de premier rang sans garantie, en ce qui a trait au paiement du capital, des intérêts et des primes, le cas échéant, et de certains autres montants précisés dans l'acte de fiducie qui régit les billets, par certaines filiales de la Société représentant un BAIIA combiné, collectivement avec le BAIIA de la Société (sur une base non consolidée), d'au moins 80 % du BAIIA consolidé. À la date des présentes, Dollarama S.E.C. et Dollarama GP Inc. sont les seules cautions. Tant que des billets non garantis de premier rang seront en cours et que la facilité de crédit sera en vigueur, l'ensemble des filiales de la Société qui cautionnent, à l'occasion, des emprunts aux termes de la facilité de crédit cautionneront les billets non garantis de premier rang.

Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société classés par échéance en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-après présentent les flux de trésorerie non actualisés contractuels au 4 mai 2014.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 2 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Dettes d'exploitation et charges à payer	92 427	-	-	-	92 427
Dividendes à verser	10 857	-	-	-	10 857
Obligations au titre d'un contrat de location-financement	256	766	1 362	-	2 384
Versements d'intérêts à taux fixe sur les billets à taux fixe	6 190	6 190	37 140	12 380	61 900
Billets à taux fixe	-	-	-	400 000	400 000
	<u>109 730</u>	<u>6 956</u>	<u>38 502</u>	<u>412 380</u>	<u>567 568</u>

Le tableau ci-dessous résume les arrangements non comptabilisés et les engagements de la Société au 4 mai 2014.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 2 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Obligations au titre de contrats de location simple ¹⁾	31 837	95 512	421 976	310 488	859 813
Lettres de crédit	696	-	-	-	696
	<u>32 533</u>	<u>95 512</u>	<u>421 976</u>	<u>310 488</u>	<u>860 509</u>

¹⁾ Représente les loyers annuels de base, compte non tenu des loyers conditionnels, des frais d'entretien des aires communes, des impôts fonciers et d'autres montants payés aux propriétaires, éléments qui, ensemble, équivalent à approximativement 40 % du total de nos charges locatives.

Outre nos obligations au titre de contrats de location simple et les lettres de crédit susmentionnées, nous ne sommes assujettis à aucun arrangement non comptabilisé.

Instruments financiers

La Société se sert à l'occasion d'instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme instruments de couverture d'achats de marchandises prévus.

La couverture du risque de change comporte un risque de liquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport au dollar canadien, le recours à des couvertures pourrait causer des pertes plus importantes que si aucune couverture n'avait été utilisée. Les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion des risques qui l'incitent à conclure ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture sont comptabilisés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, la nature des risques découlant des contrats de change à terme et la gestion de ces risques n'ont connu aucun changement significatif.

Pour une description complète des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le premier trimestre de l'exercice 2015 et à la note 15 des états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice 2014.

Transactions avec des parties liées

Baux immobiliers

À l'heure actuelle, nous louons 19 magasins, cinq entrepôts, notre centre de distribution et notre siège social auprès d'entités contrôlées par Larry Rossy, président du conseil d'administration et chef de la direction de la Société, ou par certains membres de sa famille immédiate, aux termes de baux à long terme. Les charges locatives associées à ces baux conclus avec des parties liées sont établies selon les conditions du marché et représentent un montant total d'environ 5,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015, comparativement à 5,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014.

Estimations comptables et jugements critiques

Pour préparer les états financiers consolidés intermédiaires résumés, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, les estimations et jugements importants posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude relative aux estimations sont les mêmes que dans les états financiers consolidés de l'exercice 2014 (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés de l'exercice 2014), sauf en ce qui concerne la durée d'utilité estimative du matériel des magasins et des entrepôts et des améliorations locatives.

Immobilisations corporelles

Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont revus une fois l'an. Les changements, le cas échéant, sont comptabilisés de façon prospective à titre de modifications d'estimations comptables.

Améliorations locatives

Avant le 3 février 2014, la quasi-totalité des améliorations locatives de la Société étaient amorties selon le mode linéaire sur la durée du bail, qui était en moyenne de 10 ans à compter de la date de commencement du bail. Par suite de l'examen de ses améliorations locatives, le 3 février 2014, la Société a accru la durée d'utilité estimative de la quasi-totalité de ses améliorations locatives. Le changement a été déterminé à la lumière de renseignements nouveaux sur la durée économique de ces actifs, notamment le nombre croissant de baux reconduits à la première option de reconduction. Les améliorations locatives qui n'étaient pas déjà entièrement amorties sont maintenant amorties selon le mode linéaire sur une période d'environ 15 ans à compter de la date de commencement du bail. La direction estime maintenant que l'exercice de la première option de reconduction sur les baux est raisonnablement assuré.

Matériel des magasins et des entrepôts

La Société a également accru la durée d'utilité estimative de la quasi-totalité du matériel de ses magasins et de ses entrepôts qui, avant le 3 février 2014, était amorti selon le mode linéaire sur une période d'environ 8 à 10 ans. Le changement a été déterminé à la lumière de renseignements nouveaux sur la durée économique de ces actifs. Le matériel des magasins et des entrepôts qui n'était pas déjà entièrement amorti est maintenant amorti selon le mode linéaire sur sa durée d'utilité estimative, qui varie maintenant de 10 à 15 ans.

L'incidence de cette modification de la durée d'utilité estimative des améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts est une réduction d'environ 4,0 M\$ de la dotation aux amortissements pour la période de 13 semaines close le 4 mai 2014. La réduction de 4,0 M\$ comprend une réduction de 2,5 M\$ de la dotation à l'amortissement des améliorations locatives et une réduction de 1,5 M\$ de la dotation à l'amortissement du matériel des magasins et des entrepôts.

Principales normes et interprétations adoptées

La Société n'a pas adopté de normes comptables ou interprétations importantes au cours du premier trimestre de l'exercice 2015. Se reporter à la rubrique correspondante de notre rapport de gestion annuel le plus récent, disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales nouvelles normes comptables

Il n'y a pas eu de changement important en ce qui a trait aux nouvelles normes comptables et aux modifications des normes existantes publiées mais non encore adoptées depuis le 2 février 2014. Se reporter à la rubrique correspondante de notre rapport de gestion annuel le plus récent, disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Risques et incertitudes

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société. Le conseil d'administration exige de la haute direction de la Société qu'elle détermine et gère de façon appropriée les principaux risques liés aux activités commerciales de la Société.

Les principaux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats d'exploitation futurs de la Société sont décrits dans le rapport de gestion annuel et la notice annuelle de la Société pour l'exercice 2014 (disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com), et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés à nos activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure de société par actions;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but de gérer ces risques de manière à réduire leur incidence financière. Elle souscrit également une garantie d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques et des informations sur ses concurrents, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

Contrôles et procédures

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 3 février 2014 et se terminant le 4 mai 2014 n'a eu ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Dividende

Le 12 juin 2014, le conseil d'administration de la Société a annoncé qu'il avait approuvé un dividende trimestriel de 0,16 \$ par action ordinaire à l'intention des porteurs de ses actions ordinaires. Le dividende trimestriel de la Société sera versé le 6 août 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 4 juillet 2014. Ce dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Offre de rachat de 2013-2014

Le 12 juin 2013, la Société a annoncé qu'elle avait obtenu l'autorisation de la TSX de renouveler son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et de lancer l'offre de rachat de 2013-2014 en vue du rachat aux fins d'annulation d'au plus 3 364 523 actions ordinaires (soit 5 % du flottant de la Société au 31 mai 2013) au cours de la période de 12 mois allant du 17 juin 2013 au 16 juin 2014.

Le 22 janvier 2014, la Société a annoncé qu'elle avait obtenu l'autorisation de la TSX de modifier son offre de rachat de 2013-2014 afin de faire passer le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées dans le cadre de cette offre de 3 364 523 à 6 729 046 (soit 10 % du flottant au 31 mai 2013). Les autres modalités de l'offre de rachat de 2013-2014 n'ont pas changé.

Le nombre total d'actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat de 2013-2014 au premier trimestre clos le 4 mai 2014 s'est élevé à 1 790 230 actions ordinaires, à un prix moyen pondéré de 85,91 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 153,8 M\$. Le nombre total d'actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat de 2013-2014 depuis le 17 juin 2013 a totalisé 5 510 648 actions ordinaires, à un prix moyen pondéré de 81,12 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totale de 447,0 M\$.

Au premier trimestre de l'exercice 2015, le capital-actions de la Société a été réduit de 12,7 M\$ et le reliquat de 141,1 M\$ a été porté en réduction des résultats non distribués.

Offre de rachat de 2014-2015

Le 12 juin 2014, la Société a annoncé que son conseil d'administration a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et que la Société a obtenu l'autorisation de la TSX afin de racheter, aux fins d'annulation, au plus 2 341 929 actions ordinaires, soit 3,5 % des 66 912 276 actions ordinaires émises et en circulation à la fermeture des marchés le 11 juin 2014 (l'« offre de rachat de 2014-2015 »). Les rachats peuvent commencer le 17 juin 2014 et prendront fin au plus tard le 16 juin 2015.

La Société a également annoncé qu'elle a conclu avec un courtier une convention visant un programme de rachat automatique afin de permettre le rachat de ses actions ordinaires aux termes de l'offre de rachat de 2014-2015 lorsqu'elle ne serait normalement pas active sur les marchés en raison de périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. La direction rachètera les actions ordinaires à son gré en dehors des périodes d'interdiction d'opérations préalablement établies, en conformité avec les règles de la TSX et les lois en valeurs mobilières applicables.

Données sur les actions

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé et, au 11 juin 2014, 66 912 276 actions ordinaires avaient été émises et étaient en circulation. En outre, il y avait 1 180 474 options émises et en cours au 11 juin 2014, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 68 092 750 actions ordinaires émises et en circulation sur une base diluée au 11 juin 2014.

Autres informations

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».